

Egalité des sexes: lobby pour que l'Etat signe le protocole de la SADC sur le genre

Béatrice HOPE

04/30/09 | Commentaires [0]

Modifier la taille du
texte:

A | A



Women in Networking et Gender Links accentuent la pression pour que Maurice signe le protocole de la SADC sur le genre et le développement.

A cet effet, ces deux organisations ont organisé la projection d'une vidéo, «The Road Map to Equality», le 29 avril.

Loga Virahsawmy, directrice de Gender Links et présidente de la GEMSA, Jérôme Boulle, ex-Lord Maire de Port-Louis et directeur de lexpress.mu, Pramila Patten, experte en United Nations CEDAW ont notamment été invitées à se prononcer à ce sujet.

Rappelons, d'emblée, que Maurice fait partie des trois pays (incluant le Botswana et le Malawi) ayant refusé de signer le protocole de la communauté de l'Afrique australe (SADC) sur le genre et le développement. La clause d'«affirmative action», inclut dans ce protocole, explique non-alignement de l'Etat mauricien.

Le gouvernement est d'avis que cette clause va à l'encontre de l'esprit de la Constitution de Maurice. L'«affirmative action» a, entre autres, pour objectif le respect d'un quota de représentation féminine– soit 50%- au sein du Parlement.

«Je pense que c'est désolant que l'île Maurice n'ait pas signée ce protocole de la SADC. Cela nous place loin derrière les autres pays», affirme Jane Valls, National Coordinator de WIN et modératrice des évènements de ce groupe.

Loga Virahsawmy abonde dans le même sens. «Nous avons lutté pendant huit ans pour que ce protocole soit accepté. Mais Maurice ne l'a pas signé à cause de la clause d'«affirmative action». C'est difficile parce que nous demandons l'égalité des sexes. Ici, les femmes ne représentent que 17% de ceux engagées en politique et 6,4% dans les collectivités locales», explique-t-elle. Ces taux seraient parmi les plus bas dans les pays d'Afrique.

Sur la question de la présence minoritaire des femmes à la direction des collectivités locales, Jérôme Boulle convient que cela joue contre le pays.

« Il n'y a pas un secteur dans ce pays, où les femmes ne se retrouvent pas en deçà en termes de représentation... Nous sommes encore à la case de départ, nous sommes en train de nous priver d'une partie de nous-mêmes», déclare-t-il.

«Pourtant les femmes contribuent grandement à notre pays. Peut-on imaginer le développement de l'agriculture, de l'industrie, des services, de l'éducation ou de la santé sans elles?», demande-t-il l'assistance.

Selon lui, la solution, pour que les femmes soient plus représentées au sein des collectivités locales, serait de commencer par révolutionner l'état d'esprit et la perception des politiciens, et même de la société, qui est conservatrice, à l'égard des femmes.

La décision du gouvernement de ne pas ratifier ce protocole de la SADC signifie qu'il est en train de reculer face aux obligations internationales. Selon Pramila Patten, l'Etat doit comprendre que l'«affirmative action» est nécessaire pour aboutir à l'égalité.

WIN, Gender Links et les autres organisations militant pour que les femmes soient davantage représentées dans tous les secteurs du pays affirment qu'elles continueront à travailler afin de persuader le gouvernement de signer le protocole de la SADC sur le genre et le développement. Notamment, à la plate-forme de Beijing en 2010.